J^N. LAPORTE,

AGENT DE CHANGE A BORDEAUX,

De la société des amis de la constitution de Paris,

A SES CONCITOYENS.

A PARIS,
Chez M. Gastelier, Libraire, rue Neuve-Notre-Dame, n°. 18.

MDCCXC.

AVERTISSEMENT.

Pour qu'on ne ſe mèprenne pas ſur les motifs qui m'engagent à publier cette Lettre, dont le but n'eſt que d'arrêter de grands maux à leur ſource ; je ſuis obligé d'annoncer que j'ai fait tous les efforts que peut faire un ſeul Particulier, qui n'a d'autre miſſion que ſon zèle pour le bien public & ſon amour pour la Patrie, afin de prévenir la funeſte création d'un Papier-Monnoie National, & ſolliciter la deſtruction de la Caiſſe d'Eſcompte ; que j'en ai expoſé le danger, dans un Ouvrage ayant pour Titre : Eſſai ſur la Légiſlation & les Finances de la France, *publié à la fin de Juillet,*

& dans une Lettre ſur la Légiſlation & les Finances de la France, *écrite au commencement de Novembre, & plus particulièrement encore, dans un dernier Ouvrage ayant pour Titre* : Organiſation & Adminiſtration des Finances pour un Peuple libre, *publié au commencement d'Avril, & qu'à cette occaſion j'ai écrit à M. le Préſident de l'Aſſemblée Nationale la Lettre ſuivante.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adreſſer deux Exemplaires de l'*Organiſation & Adminiſtration des Finances pour un Peuple libre*, que je publie dans ce moment. Je vous prie, M. le Préſident, de vouloir bien en faire dépoſer un dans les Archives de l'Aſſemblée Nationale, pour ſervir de

ſuite aux deux Ouvrages que je lui ai ci-devant adreſſés dans les mêmes vues & pour la même deſtination, & d'agréer l'hommage de l'autre.

Si vous daignez, Monſieur, y jeter les yeux, vous verrez comment les ennemis de la Nation n'ont ceſſé de porter des obſtacles à l'affermiſſement de ſa Liberté naiſſante, vous y verrez expoſées les difficultés qu'ils ont eu l'art d'oppoſer au rétabliſſement de la confiance Publique & de la circulation, les fauſſes opérations qu'ils n'ont ceſſé de provoquer. Vous y verrez ſur-tout la grandeur & l'étendue des maux auxquels la Nation ſeroit livrée, ſi l'Aſſemblée Nationale, cédant aux inſinuations perfides des gens d'affaires & des Agioteurs, décrétoit du *Papier-Monnoie*, dans quelque genre & ſous quelque dénomination que ce puiſſe être.

Déjà l'on annonce à l'Aſſemblée-Nationale que certaines villes de Provinces ſont prêtes à recevoir du *Papier-Mon-*

noie ; ce langage n'eſt très-certainement que celui des ignorans ou des mal-intentionnés. D'ailleurs une ville ne repréſente pas plus une Province, qu'une poignée de Commerçans obérés ne repréſente une ville. Il n'y a que ceux qui ſont aux derniers expédiens qui puiſſent manifeſter de tels déſirs, & de pareilles gens ne doivent pas donner le ton à la Nation. J'ai l'honneur de vous atteſter, Monſieur, *& je vous prie de faire part de mon aſſertion à l'Aſſemblée*, qu'il eſt faux que perſonne veuille échanger un objet quelconque, ayant une valeur réelle, contre un Papier quel qu'il ſoit, qu'il ne feroit pas libre de refuſer. Indépendamment des ſimples apperçus du ſens commun, qui portent cette vérité au dernier degré d'évidence, j'ai pour appui de mon aſſertion, une expérience journalière de plus de vingt années. Elle m'a convaincu que la confiance s'inſpire & ne ſe commande pas. L'argent n'eſt par rare en France ; faites qu'on puiſſe le faire reparoître avec ſécu-

rité, *détruiſez le Papier-Monnoie*, tranquillifez les eſprits ſur la crainte du retour de ce fléau, & la circulation ſe rétablira.

Une nouvelle atteinte à la confiance publique ſeroit de laiſſer perdre de vue aux Municipalités qu'elles ne ſont & ne peuvent être que les Agens de la Nation, & notamment pour l'Adminiſtration & la vente des biens du Domaine & du Clergé. Permettre qu'elles en faſſent leur affaire particulière, c'eſt dénaturer leurs fonctions, c'eſt créer l'eſprit Municipal, étouffer dès ſa naiſſance l'Eſprit Public; c'eſt diviſer la Nation en autant de ſections qu'il y aura dans ſon ſein de Municipalités qui prétendront avoir un crédit en propre, qui préſenteront à la Nation ce crédit idéal en compenſation d'objets très-réels, qui tendront enfin à convertir leur Bureau en une Boutique de Marchands, en un tripot mercantile.

J'ai la plus vive douleur, M. le Préſident, de voir s'accomplir chaque jour une partie des maux en Finances, contre

lesquels j'ai fait de vains efforts dans mes deux premiers Ouvrages. Pour prémunir l'Assemblée Nationale, j'ai rassemblé dans celui-ci, & je dénonce à la Nation entière toutes les trames ourdies en ce genre par ses ennemis pour la perdre. Le seul vœu que je forme, c'est que l'Assemblée veuille enfin ouvrir les yeux sur la mine sourdement creusée par la plus abominable politique, qu'elle se garantisse de ses effets, & puisse continuer son travail sur un terrein ferme & à l'abri de toute atteinte au bonheur Public qui lui est confié.

Je suis avec respect,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur,

Jn. LAPORTE.

Paris, le 8 Avril 1790.

N. B. J'ai adressé le même jour un exemplaire de mon dernier Ouvrage à MM. du Comité de chaque District de Paris, & à ceux des Municipalités des principales villes du Royaume, accompagné d'une Lettre circulaire dans le même genre & dans les mêmes vues que la précédente.

J^N. LAPORTE,

AGENT DE CHANGE A BORDEAUX,

De la société des amis de la constitution de Paris,

A SES CONCITOYENS.

Messieurs,

Le peuple François, après avoir lutté pendant quatorze ſiécles contre les revers qui, dans tous les genres & à toutes les époques, ont été le fruit malheureux de ſes paſſions, le peuple François ſe trouve enfin parvenu à un période fortuné & à jamais glorieux, ſi l'eſprit public peut prendre le deſſus, vaincre les obſtacles qui s'oppoſent à ſa régénération & les ennemis qui lui font la guerre.

En moins d'une année, Meſſieurs, par les travaux les plus ſuivis, les plus fatigans & les plus périlleux, l'Aſſemblée Nationale a préparé les voies à cette régé-

nération, & opéré dans le caractère national une révolution qui, ramenant la politique à ses vrais principes, déterminera de proche en proche un changement dans l'esprit humain, & concourra au bonheur de tous les êtres, si les Provinces viennent la renforcer par l'expression la plus énergique de leur vœu, & leur empressement à réclamer leurs droits.

L'Assemblée Nationale surmonte chaque jour de nouvelles difficultés, triomphe des plus grands obstacles ; elle avance sans cesse vers le bien, & ce bien est à peine senti. Quelles sont les causes qui en arrêtent les effets ou en détournent les sources ? C'est la recherche à laquelle nous allons nous livrer. Nous ferons nos efforts pour vous bien développer le mal, & nous vous proposerons nos vues pour le remède.

Appelés de tous les lieux du Royaume, choisis dans toutes les classes, les Députés de la Nation se sont trouvés assemblés pour travailler à l'œuvre le plus important dont

puiſſent jamais s'occuper des hommes ; la plupart, non préparés à leurs auguſtes fonctions, ont été forcés de raſſembler des connoiſſances à la hâte ; le peu de temps que les ſéances & les Comités leur ont laiſſé, a été dévoré par leur correſpondance : à peine leur eſt-il reſté quelques inſtans pour le recueillement & la lecture des ouvrages que le Public s'eſt empreſſé de leur fournir avec profuſion, ſur les diverſes matières, qui étoient l'objet de leurs diſcuſſions.

Les Financiers qui ſe trouvent dans l'Aſſemblée & tous ceux qui, au jugement de leurs Collègues, ont des connoiſſances particulières ſur les objets qu'on agite, tous ceux qui les diſcutent avec cette éloquence que donne l'expérience & le ſentiment de ſes forces, acquièrent cette prépondérance & captivent cette confiance qu'entraînent toujours les talens, & qu'on eſt naturellement porté à accorder aux membres de ſa ſociété. La plupart de ces hommes, tout à eux, peu à la patrie,

ont été circonvenus par la Ligue Miniftérielle, & l'Affemblée, qui porte déjà dans fon fein un principe de corruption, eft encore entourée de pièges au-dehors.

Vous favez, Meffieurs, que l'Affemblée abrogea, par fon Décret du dix-fept Juin, tous les impôts, comme illégalement établis, & les recréa de nouveau, pour qu'ils fuffent perçus pendant la durée de fa feffion. Les chofes alors n'étoient pas encore montées à un point qui dût l'encourager à aller plus loin; mais dès que la Nation eut pris les armes, dès qu'elle eut chaffé fes oppreffeurs, dès qu'elle fe fut réintégrée dans fes droits, fi l'Affemblée l'eût revêtue de l'infpection, adminiftration, perception & emploi de fes revenus, ce qui étoit une fuite bien naturelle de fon Décret, elle eût d'un feul coup terraffé fes ennemis, ôté aux Miniftres leur plus grand moyen de corruption, & donné à la force publique tous ceux de fa confervation.

En laiffant les revenus de la Nation dans les mains de fes ennemis, l'Affemblée,

Meſſieurs, s'eſt abandonnée à un état de guerre, où chaque combat financier a été marqué par une défaite. Le Miniſtère en a donné la première impulſion, & le mal s'eſt continuellement aggravé par une ſuite de principes ruineux. Leurs effets ne nous démontrent que trop évidemment qu'ils ſont le fruit des intrigues miniſtérielles, que les Miniſtres ont attiré dans leur parti tous ceux des membres de l'Aſſemblée qu'ils ont pu ſéduire, & que par la réunion de leurs machinations, ils ont continuellement travaillé à l'égarer; ce qui leur a été d'autant plus aiſé, que le plus grand nombre des perſonnes qui la compoſent ne ſont pas prémunies par la plus juſte défiance, & croient même encore aujourd'hui être dans la bonne voie. Telles ſont les cauſes qui depuis un an nous ont produit des opérations de Finance de plus en plus déſaſtreuſes.

En avançant dans le dédale ténébreux de l'Adminiſtration Miniſtérielle, l'Aſſemblée a découvert, Meſſieurs, un enſemble de dé-

prédations qui étonnent les esprits les plus exercés à les apprécier, à remonter aux causes par les effets. Quand ces révélations effrayantes non-seulement détruisent le peu de confiance qu'obtenoit encore l'ancien régime, mais donnent les craintes les mieux fondées & les plus grandes sur l'emploi des revenus publics, loin de les en dessaisir, ce qui est la réforme la plus pressante & la plus importante, on les arme de plus en plus contre la Constitution, & l'on se contente de prononcer une vaine responsabilité. Eh! à quoi a-t-elle abouti cette responsabilité ? A prouver combien les Ministres dédaignent l'exécution des Décrets de l'Assemblée. Eh ! ne semble-t-elle pas avoir encouragé le Ministère à les enfreindre, par la suspension des paiemens ordonnés, la continuation des paiemens suspendus ? Ne semble-t-elle pas l'avoir enhardi aux manquemens les plus graves envers la Nation en la personne de ses Représentans ? Comment nommer en effet ce refus obstiné de communiquer

ce qui peut éclairer leur conduite, ce refus de la reddition de leurs comptes ? En gagnant du temps, & en manœuvrant sourdement pour refermer le sanctuaire de la Liberté, ils espèrent assurer enfin l'impunité de leurs malversations, en les couvrant à jamais des débris de la Constitution naissante.

L'Assemblée, toujours égarée en Finance, le fut particulièrement, Messieurs, & d'une manière bien funeste, lorsque par son Décret du dix-neuf Décembre, elle autorisa la spoliation de la Nation & donna une nouvelle consistance à la Caisse d'Escompte, à cet établissement ministériel, formé pour le malheur des François. L'effet naturel de ce Décret fut la continuation & l'augmentation progressives d'un vol public, exercé déjà depuis dix-huit mois, sous la protection spéciale des Ministres, un vol journalier, un vol de tous les instans. La Capitale seule fut abandonnée alors au pillage ; les Provinces ne s'en ressentirent qu'indirectement. Mais bientôt tous les hommes

de tous les lieux, pour qui toutes les ſources de gain ſont bonnes, ſe ſont empreſſés à l'envi de rechercher la déteſtable miſſion de dépouiller leurs Concitoyens, de ſeconder les vues des Adminiſtrateurs de la Caiſſe. Tous les moyens de perſuaſion & de ſéduction ont été combinés, toutes les eſpèces de manœuvres ont été pratiquées pour tromper les Provinces, pour les engager à admettre dans leur ſein des diminutifs de tous les brigandages qui s'exercent dans la rue Vivienne, afin de ſucer directement la ſubſtance du peuple, juſque dans les plus petits lieux, anéantir le Commerce & accaparer toutes les eſpèces.

Toutes ces manœuvres ont deſſillé chaque jour & de plus en plus les yeux au Public ; il a vu le danger inſéparable de l'uſage des billets de Caiſſe ; leur diſcrédit a toujours augmenté, & a manifeſté l'invincible répugnance des Provinces à les recevoir.

Ces deux faits ſont de la plus grande

importance. Ils n'euſſent ſûrement pas échappé à l'Aſſemblée, ſi elle eût été moins accablée par les affaires, moins agitée par ces intrigues des ennemis de la Nation, par ces gens ſi avides de rechercher & de mettre en œuvre tout ce qui peut exciter des troubles, diſſiper la réflexion, & empêcher la maturité que tous les Décrets doivent avoir. Les ennemis de la Révolution n'ont d'eſpérance que dans les fautes qu'ils pourront provoquer, & dans le mécontentement des peuples. Ils ont donc imaginé, ils ont exécuté tout ce qui pouvoit combler leurs vœux; ils ont fait décréter en Avril ce qu'ils n'euſſent oſé propoſer en Décembre. Ainſi tout le Royaume va recevoir pour eſſai une ſomme de quatre cent millions d'Aſſignats, ſpécialement hypothéqués ſur les biens du Domaine & du Clergé, & diviſés en coupons de deux cens à mille livres, afin qu'ils puiſſent atteindre directement la plus grande partie des individus. On eſt forcé de les rece-

voir comme monnoie dans toutes les Caiſ-ſes générales & particulières.

Si on ne leur eût pas donné force de Papier-Monnoie, ſi la circulation des Aſſi-gnats eût été libre, le coup étoit manqué. Il eſt fort douteux, Meſſieurs, que ces Aſſignats euſſent perdu dans leur origine ce qu'ils perdent dans ce moment même, avant leur émiſſion, puiſque les billets de Caiſſe qui, juſque-là en tiennent lieu, ne peuvent ſe convertir en eſpèces d'or ou d'argent, qu'à la déduction de quatre à cinq pour cent, ſans y comprendre l'inté-rêt qui court au profit des Porteurs depuis le quinze Avril, au taux de trois pour cent par an. Mais quelle qu'en eût été la perte, étoit-il juſte de la faire rejaillir ſur toute la Société? Ne devoit-elle pas être à la charge de ces Créanciers de l'Etat qui avoient fait entrer dans le prix de leurs fournitures, dans le taux du revenu de leurs fonds, les événemens attachés au diſcrédit public, les riſques même de la banqueroute?

Cette perte ne devoit-elle pas refter à la charge de ces Créanciers qui ont acheté à très-gros bénéfice pour eux les fonds publics que les Miniftres ont toujours fait vendre clandeftinement à très-grôffe perte pour l'Etat, lorfqu'ils n'ont pu les placer aux conditions déjà très-onéreufes fixées lors de leur création ? Cette perte enfin ne devoit-elle pas être à la charge de cette Caiffe d'Efcompte qui depuis quatorze ans fpolie la Nation, qui a enlevé forcément aux particuliers, ces deux dernières années, les revenus des capitaux que le fort des affaires a convertis en fon Papier-Monnoie ?

Nous ne parlerons pas de ceux qui fans mife de fonds font parvenus, on ne fait comment, à être de très-forts Créanciers de l'Etat ; la chance eft pour eux, ils ne font pas fortis de leur fphère.

Ainfi quelques difficultés qu'eût rencontrées la circulation des Affignats, quelque perte qu'ils euffent dû éprouver, elle étoit & devoit refter une condition inféparable

de la créance directe fur l'État. Les difficultés pour la circulation auroient toujours cédé à une perte plus ou moins forte à la négociation ; & comme les fentiers de la juftice ont toujours de bonnes iffues, il en feroit réfulté d'un côté, que chacun les auroit gardés, & n'auroit fait des négociations que pour fatisfaire aux befoins les plus urgens, & de l'autre, que le peu d'Affignats en négociation & les progrès de la Conftitution, qui, dans le cas d'une circulation libre, auroient particulièrement intéreffé les Créanciers de l'Etat, auroient fucceffivement fait renaître la confiance, engagé à rechercher les Affignats, & diminué chaque jour le taux de la perte de tous les fonds publics.

Chacun ayant sûreté pour fa propriété, on fe feroit empreffé à mettre fes efpèces dans la circulation, pour tirer de fes revenus fes moyens de fubfiftance, & ceffer de miner chaque jour fes reffources alimentaires par la confommation des capitaux ; tel eût été l'ef-

fet de l'obfervation de cette juftice décrétée dans les droits de l'homme, qui font la bafe de notre Conftitution, de cette juftice qui doit *leur rappeler fans ceffe leurs droits & leurs devoirs.* Voyons maintenant quels font & quels vont être les effets de la violation de ces droits par l'exiftence de ces Affignats-monnoie, comment ils contrarient tous les principes, & tendent à l'anéantiffement de la Liberté.

Nous vous avons déjà expofé, Meffieurs, que depuis le funefte Décret du dix-neuf Décembre, les billets de Caiffe forcés avoient perdu chaque jour de plus en plus, de forte que celui qui par l'événement des affaires s'eft trouvé deffaifi de fon numéraire, en a payé le rachat, ainfi qu'un malheureux voyageur qui tombe dans les mains des Pirates, paie fa rançon plus ou moins cher, fuivant le plus ou le moins de captifs qui traitent de leur rachat, ou le plus ou le moins de dureté du raviffeur.

Trois mois d'une ſpoliation miniſté-rielle étayée d'un Décret National, ont paru, Meſſieurs, un eſſai ſuffiſant qui a enhardi à lui donner l'extenſion après laquelle le Deſpotiſme Miniſtériel ſoupiroit depuis long-temps ; ces trois mois ont été employés, ainſi que nous l'avons déjà dit, à préparer l'opinion publique dans les Provinces, & à travailler l'Aſſemblée Nationale par tous les moyens qu'ont imaginés ces hommes pervers, qui placent leur gloire dans la violation la plus complette de tous les devoirs, dans le mépris de toutes les vertus.

Le Décret eſt rendu, & quatre cents millions d'Aſſignats ſont prêts ; le Miniſtère étoit tellement ſûr de ſes moyens, qu'on diſoit publiquement quinze jours avant qu'ils ne fuſſent décrétés, que tout ſe préparoit pour leur émiſſion, & que l'on commençoit déjà à les ſigner.

Pendant le peu de temps qu'on a cru que la Caiſſe d'Eſcompte paieroit à bu-

reau ouvert & en espèces ses billets au premier Juillet prochain, ainsi que le portoit le Décret du dix-neuf Décembre, la perte sur ce Papier-Monnoie a occasionné peu de renchérissement sur le prix des denrées; mais depuis que l'Assemblée a substitué par son Décret du seize Avril un papier-monnoie à un autre, depuis la certitude de la durée de ce fléau, chacun a senti que tout devoit éprouver une augmentation dans son prix, égale à la perte journalière qu'attacheroit l'opinion publique à cette moderne monnoie de création fiscale, & que c'étoit le seul moyen de conserver toujours le rapport de leur valeur avec celle des monnoies métalliques.

Le prix de toutes choses s'élèvera donc au fur & à mesure de la baisse des Assignats, comme le plateau d'une balance qui perd son équilibre. La main-d'œuvre suivra nécessairement la même progression; plus elle renchérira, moins on aura les moyens de faire travailler,

& l'ouvrier ſans occupation ſera réduit à tirer du crime ſes moyens de ſubſiſtance. Voilà le triomphe du Deſpotiſme ; les bras ſeront à ſa diſpoſition.

Le Cultivateur pourra bien encore, Meſſieurs, malgré l'augmentation progreſſive du prix de la main-d'œuvre, continuer à faire cultiver ſon champ ; mais il ne ſera pas long-tems à s'appercevoir, que dans ce prix eſt compriſe la perte qu'éprouvera le Papier-Monnoie, avec toutes les progreſſions qu'elle entraînera en ſuivant les diverſes ſinuoſités qu'elle parcourra pour parvenir juſqu'à lui, & que pour compenſer cette perte qui tombera ainſi ſur lui indirectement, il faudra qu'il commence par la ſupporter directement, en échangeant les Aſſignats qu'il ſera forcé de recevoir en paiement de ces denrées, contre des eſpèces qui lui donnent les moyens d'acquitter les frais des cultures. Ainſi éprouvant pluſieurs fois cette perte directe-

ment

ment & indirectement (1), il verra ſes meilleures récoltes abſorbées par les frais, & ſera forcé d'abandonner la culture de ſon champ & de céder à ſon infortune.

La terre ſera donc par-là condamnée à la ſtérilité par le Deſpotiſme. Il jette

---

(1) Nous avons établi dans la préface de l'*Organiſation & Adminiſtration des Finances pour un peuple libre*, comment les impôts indirects retomboient au moins en ſomme double ſur le Cultivateur. Ce que nous en avons dit s'applique parfaitement à ce cas-ci. On imprimé déjà dans certains Journaux qu'on établit, dans certaines villes de Provinces, des Caiſſes Patriotiques où l'on changera aux Payſans les Aſſignats-Monnoie qu'ils recevront en paiement de leurs denrées, qu'on ne leur retiendra rien pour l'échange, & qu'on y ajoutera même l'appât de l'intérêt qui y eſt attaché. Cette facilité les garantira de la perte directe, & d'une partie des frais & de la perte du temps, occaſionnés par leur voyage au réſervoir Patriotique. Cela s'aſſimile très-bien à l'attention fiſcale qu'eut le Gouvernement de faire diſtribuer gratuitement à la ſortie du Prône des cornets de tabac aux Payſans, lorſqu'il en eut interdit la culture, diſtribution qui dura juſqu'à ce qu'ils euſſent contracté une aſſez forte habitude de ſon uſage, pour ne pouvoir plus s'en paſſer: alors il commença à le leur faire vendre,

dans l'inertie toute la nature, dégrade & avilit les hommes, réduit les maisons en masures, & les champs en friche.

Les protecteurs du Papier-Monnoie, ces Commerçans qui, d'après le langage *des Députés extraordinaires des Manufactures & du Commerce de France*, consigné dans leur Lettre aux Provinces, monument à jamais mémorable de leur dévouement aux Administrateurs de la Caisse d'Escompte, *savent aider la Patrie en même-temps qu'ils l'enrichissent;* ces Commerçans donneront-ils du pain à l'ouvrier qui n'aura rien à leur donner en échange? feront-ils des fournitures aux gens de toutes les classes & de tous les états qui, pour toute compensation, n'auront à leur offrir que la misère, résultat du découragement général? Trouveront-ils même, dans leur propre épuisement, du crédit chez l'étranger, pour fournir le nécessaire à leurs Compatriotes? Non, l'étranger se conduira d'après les principes qui

engagent le régnicole à augmenter ſes marchandiſes. Ainſi, lorſque l'écu *Papier* perdra cinquante pour cent, le change ſe fixera en conſéquence, il faudra lui en donner au moins deux pour la valeur d'un écu *métal*; il fournira tant que le degré de détreſſe ne ſera pas aſſez alarmant pour rompre toute liaiſon; à meſure que cette détreſſe augmentera, le ſol refuſera de plus en plus au beſoin de ſes habitans; & notre déſavantage dans la balance du Commerce s'accroîtra d'autant, puiſqu'il faudra tirer de chez nos voiſins le ſupplément au déficit des productions de notre ſol tombant en friche. Il ne ſera sûrement admis pour l'acquit de cette balance que des eſpèces d'or ou d'argent. Ce nouveau degré d'épuiſement n'échappera pas à l'œil obſervateur de ceux qui pour la sûreté de leur créance ſont toujours aux aguets; & nous en ſerons délaiſſés au moment où l'excès de nos maux nous rendra leurs ſecours indiſpenſables.

Après avoir exposé les causes de l'augmentation de nos denrées & celles de la ruine de notre Commerce en Europe, voyons quelle influence aura le Papier-Monnoie sur nos rapports avec l'Amérique.

Tout augmentant, par les causes que nous avons développées, nous ne pourrons plus établir le prix de nos marchandises dans les Colonies, assez bas pour obtenir la préférence sur les autres Nations & y faire quelque bénéfice ; nous seuls avons un principe de mort très-actif ; nous seuls présentons une valeur factice pour le paiement des valeurs très-réelles, & ces valeurs factices exigent une foi aveugle qui contrarie tous les principes, & n'est point dans la nature de l'homme. Ainsi nous donnerons nos marchandises à perte, & à très-grosse perte, ou nous ne les vendrons pas. Dans l'un ou l'autre cas, notre Commerce se perdra par l'effet du Papier-Monnoie. Le Colon désormais fera ouvertement ce qu'il a toujours

fait clandeſtinement ; il achètera ſes proviſions de ceux qui les lui fourniront de la meilleure qualité & au plus bas prix, & l'exercice de ce droit ſi juſte & ſi naturel ne ſera qu'une ſuite de la liberté qu'il a recouvrée.

Ses anciennes liaiſons avec vous, Meſſieurs, diminueront graduellement; ſes nouvelles liaiſons avec les autres Peuples acquerront peu à peu de la conſiſtance : les Américains ſe détacheront donc de nous, en formant & ſerrant de nouveaux nœuds. Notre miſère leur en fera ſentir la néceſſité, & la prudence leur en impoſera la loi. Ils imiteront l'exemple que les autres Peuples leur auront donné. Tous nos rapports étant détruits, tous nos liens rompus, nous nous trouverons entièrement iſolés, car lorſque nous ne tiendrons plus aux Colons que par nos créances, que nous n'aurons plus avec eux ce cours d'affaires habituel qui en facilite la rentrée, ce ſera encore une raiſon particulière d'éloignement. Lorſque les hommes

n'ont d'autres rapports que le paiement de leurs dettes, lorſqu'il ne leur reſte qu'à ſatifaire à des devoirs, qu'à remplir des obligations, ils ſont toujours portés à les oublier, à perdre de vue tout ce qui peut leur en rappeler le ſouvenir, à étayer leurs manquemens de l'exemple de ces déſordres politiques qui ſemblent les autoriſer, de cette dépravation des mœurs qui en eſt la ſuite, & qui tend continuellement à la violation de tous les principes & à la diſſolution de la Société.

Demandez, Meſſieurs, à vos Députés commerçans, à ces ardens promoteurs du Papier-Monnoie, qui croient ne pas ceſſer pour cela d'être très-bons Patriotes, demandez-leur ſi vous ferez votre Commerce aux Indes avec du Papier-Monnoie, ſi ces prudens Chinois, qui ne vous permettent d'aborder chez-eux que pour recevoir votre or & votre argent, ſe contenteront de vos Aſſignats; demandez-leur ce que va devenir cette

liberté du Commerce, enfin obtenue après les réclamations les plus ſoutenues, les plus inſtantes & les plus juſtes; lorſque le numéraire ſera tout réuni dans la Ligue Miniſtérielle, dont tous les Accapareurs, Agioteurs, gens à compagnie, gens à privilège, font partie, demandez-leur ſi, en tenant tout le numéraire dans leurs mains, ils n'auront pas non-ſeulement tout le Commerce excluſivement, mais encore le moyen de vous enchaîner, de vous égorger, de vous dépecer, de vous dévorer impunément.

Maintenant que nous avons établi les effets du Papier-Monnoie, voyons la marche que la Ligue Miniſtérielle ſuivra pour opérer la perte de la Nation.

Il ſemblera d'abord, Meſſieurs, que celui qui préſentera un Papier-Monnoie en paiement devra en avoir donné la valeur; on ne concevra pas comment il n'a pas préféré de s'acquitter avec la valeur effective dont il étoit poſſeſſeur, plutôt que de l'avoir échangée contre

un morceau de papier, ſur lequel il eſt obligé d'eſſuyer une perte pour ſe procurer les objets qui par eux-mêmes ont une valeur réelle.

Il me ſuffira, pour expliquer ceci, de vous dire, Meſſieurs, qu'il y a cinq à ſix ans qu'un Adminiſtrateur de la Caiſſe d'Eſcompte, qui depuis a diſparu avec les fonds de ſes créanciers, me propoſa à Paris, au nom de ſa Compagnie, de mettre en émiſſion à Bordeaux les billets de la Caiſſe d'Eſcompte, de lui en remettre les contre-valeurs en eſpèces, au fur & à meſure que je pourrois les ſouſtraire à la circulation, par la ſubſtitution de ſon Papier, ajoutant qu'on me donneroit un fort intérêt dans les bénéfices qui en réſulteroient; que ce Papier, n'étant payable qu'à la Caiſſe d'Eſcompte à Paris, fourniroit toujours la facilité de faire des remiſes à vue dans la Capitale.

Voilà ce grand moyen de ſpoliation que l'Ariſtocratie Financière avoit toujours pourchaſſé ! Il va donc s'exécuter

en vertu d'un Décret des Repréſentans de la Nation ! Les liaiſons de particulier à particulier formées par les traites & remiſes, ſeront détruites, & le peu d'affaires qui ſe feront, réunies dans des mains puiſſantes, ſeront toutes dirigées d'après les principes & les vues du *Pacte de famine Laverdien.*

Certainement, Meſſieurs, ces mauvais Citoyens, qui ont fait dernièrement tous leurs efforts pour vous porter à admettre dans vos paiemens le Papier-Monnoie de la Caiſſe d'Eſcompte, ſont dans la Ligue Miniſtérielle, & vous ne manquerez pas aujourd'hui de gens qui feront ce que nous avons jugé très-dangereux, même lorſque les billets étoient acquittés à bureau ouvert. D'ailleurs cette ligue tient dans ſes mains & a à ſa diſpoſition les Receveurs & Caiſſiers publics, qui tous ſont à ſes ordres, comme un bâton dans les mains d'un vieillard, & qui tous ſeconderont merveilleuſement ſes vues.

Nous avons vu combien des Aſſignats

libres auroient attaché les Créanciers de l'Etat à la consommation de la Constitution, à l'affermissement de la Liberté, à la prospérité nationale, au rétablissement de la confiance. Voyons maintenant comment les Assignats forcés sont le tombeau de cette confiance, & pourquoi il entre nécessairement dans le plan des gens d'affaires de l'anéantir entièrement par leur manière de les commercer.

Avec beaucoup d'argent (les Accapareurs, qui depuis long-temps font leurs préparatifs, n'en manquent sûrement pas) on acquerra d'abord quelques Assignats pour jouer à la *baisse;* c'est-à-dire que des personnes affidées, bien préparées à jouer leur rôle, & payées suivant leurs talens, se présenteront à la Bourse, en feignant de ne pas se connoître, se vendront & s'achèteront réciproquement ces Assignats, chaque jour à une plus grôsse perte.

Lorsque les Assignats seront, par l'effet de leur circulation forcée & de ces manœuvres, tombés à très-vil prix, ces Accapa-

reurs les achèteront ; & attendu leur hypothèque ſpéciale, ſur les biens du Domaine & du Clergé, qu'on jette à la tête du Public, ils achèteront les plus beaux effets à moitié de leur valeur, & les paieront avec ces Aſſignats, dont la majeure partie repréſentera le produit de l'Agiotage. Voilà comme ces biens, qui, bien adminiſtrés, pourroient acquitter la Dette publique & délivrer à jamais la Nation de l'aſſerviſſement des impôts, commenceront à être dévorés par l'écume de la Société.

Le prix que ſe vendront les Aſſignats dans la Capitale réglera leur cours pour les Provinces ; l'argent des impôts recueillis en détail & par petites ſommes, fournira aux Receveurs & aux Caiſſiers publics les moyens de ſoutirer toute la fortune mobiliaire de la Nation, par l'échange des Aſſignats à une perte progreſſive, juſqu'à une ruine complette. Alors la Ligue Miniſtérielle, pour clôrre le complément de l'accaparement, défendra tout

échange, & une indiſcrétion préparée annoncera d'abord avec une feinte réſerve que toutes les eſpèces ſont enlevées, & que, ſous l'apparence de la fabrication de quatre cent millions d'Aſſignats, on en a fabriqué pour une douzaine de milliards. Ce bruit deviendra d'autant plus croyable, que la valeur de la matière n'y apporte aucun obſtacle, & que ce ne ſera qu'une ſuite & une conſéquence toute naturelle de cette Adminiſtration oppreſſive, dont l'état des Penſions & le Livre Rouge ſont des monumens éternels; monumens qui devroient à jamais mettre les Nations en garde contre un abandon ſans réſerve & une confiance aveugle.

Alors les Miniſtres gratifieront leurs coopérateurs par le don des biens du Domaine & du Clergé, qui feront encore à la diſpoſition de la Nation; ils feront cette Banqueroute Nationale qui fut jadis dans leur plan d'Adminiſtration, & les Créanciers de l'Etat qui ne feront pas de leur Ligue perdront tout.

Lorſque la Ligue Miniſtérielle aura enlevé la fortune mobiliaire de la Nation, lorſqu'elle l'aura bien réduite au dernier degré de miſère, elle l'achètera par famine; car les François alors ſeront réduits à prendre des chaînes plus peſantes que celles qu'ils viennent de briſer. La faim les réduira à un état purement automate, & l'impulſion de leurs actions partira alors de leur eſtomac & non de leur tête.

Ces moyens d'aſſervir la Nation ſont ſi infaillibles, qu'on diroit déjà, à la joie perfide qui éclate parmi les Ariſtocrates de toutes les claſſes, qu'ils ſont occupés dans toute l'étendue du Royaume à dreſſer les fatales liſtes des proſcriptions qui doivent aſſouvir leur vengeance & leur cruauté par l'extermination de tous les Citoyens qui ſe ſont montrés Patriotes.

Après vous avoir expoſé, Meſſieurs, la marche ſourde du Deſpotiſme, il ne me reſteroit plus qu'à vous exhorter à monter ſur vos vaiſſeaux & à fuir vers ces

climats fortunés où la Liberté vient de fixer ſon ſéjour, & où une Conſtitution affermie ſemble promettre un long règne aux mœurs & aux vertus, un bonheur permanent aux hommes; mais grâce aux deſtinées, nous ne ſommes pas encore réduits à déſeſpérer du ſalut de la Patrie; ce ſalut eſt encore dans vos mains; voici le moyen de rendre la ſûreté publique inviolable, & d'aſſurer la félicité de la Nation.

Réuniſſez-vous au plutôt, Meſſieurs, en Aſſemblée Générale, à l'effet d'adreſſer à l'Aſſemblée Nationale une pétition, où vous lui expoſerez quels maux vont être la ſuite de la création d'un Papier-Monnoie, l'abſolue néceſſité de les prévenir dès leur naiſſance, en rendant à chacun la liberté de prendre ou de refuſer des Aſſignats, faculté inſéparable de la Liberté individuelle, du libre exercice des droits de l'homme dans toute ſa plénitude.

Pour rétablir au plus vîte la confiance

& la circulation, demandez à l'Aſſemblée à être autoriſés à nommer proviſoirement au ſcrutin un Caiſſier Général, un Adjoint & leurs Coopérateurs, pour recevoir & adminiſtrer ſous l'inſpection du Directoire de votre Département, ou de votre Municipalité, toutes les ſommes dépoſées dans les diverſes Caiſſes publiques formées dans votre Département, & dont les Caiſſiers font leurs remiſes à Paris.

Ne perdez point de vue qu'il eſt très-eſſentiel que votre Bureau des Finances ſoit iſolé & ſéparé du Directoire de votre Département, de l'Adminiſtration de votre Municipalité; mais que ce Directoire, ou ce Corps Adminiſtratif doit l'inſpecter, ſurveiller ſa conduite & la diriger; s'il faiſoit partie de l'un ou de l'autre, cette réunion deviendroit funeſte à la Liberté, parce que, ces Corps étant chargés de forcer les Receveurs & Dépoſitaires des deniers publics à rendre à la Nation compte de leur geſtion & manutention, le Peuple ne pourroit obtenir

ce compte d'eux-mêmes qu'en recourant aux moyens extrêmes.

Demandez à être autorisés à élire des Commissaires pour voir & constater l'état des Caisses, & arrêter les Livres à la dernière opération du Régime Ministériel, pour qu'on ne puisse pas la confondre avec le nouveau Régime dans le compte qu'ils auront à régler avec l'ancienne Administration.

Demandez à l'Assemblée qu'elle ordonne à tous les Receveurs de votre Département, qui font directement leurs remises à Paris, de remettre chaque semaine leur recette à vos Caissiers Généraux, à peine d'en répondre personnellement, & au cas de refus ou d'infraction, qu'elle vous accorde la faculté de les déposer, & de nommer à leur place des sujets de votre choix.

Demandez à être autorisés à arrêter l'état des dépenses courantes de votre Département, & à les faire acquitter sous vos yeux.

Demandez, ſi les recouvremens ſont inſuffiſans à ouvrir un Emprunt Patriotique au taux de trois pour cent d'intérêt par an, hypothéqué ſpécialement ſur les biens du Domaine & du Clergé, & généralement ſur tous les revenus publics de votre Département; ouvrez même dès à préſent une ſouſcription proviſoire pour réaliſer l'Emprunt, dès que vous aurez obtenu l'aveu de l'Aſſemblée, & pour commencer les fonds de la Caiſſe générale de votre Département. Par-là vous aurez ſous la main les moyens de ſecourir les Porteurs des Aſſignats de votre Département, dont le placement pourroit éprouver quelque difficulté dans les premiers momens d'une libre circulation. Il n'eſt pas de Capitaliſte, quelque peu ſenſé qu'il ſoit, qui ne s'empreſſe d'y porter une partie de ſa fortune, plutôt que de la voir dévorer en entier par la Ligue Miniſtérielle & ſes Confédérés par le moyen de leur Papier-Monnoie.

Demandez à être autoriſés à donner

aux Débiteurs tous les ſecours & toutes les facilités poſſibles de s'acquitter envers leurs Créanciers, mais qu'il ſoit ordonné à tous Huiſſiers de faire les pourſuites d'uſage contre ceux qui ne paieront pas leurs engagemens en eſpèces, ou de telle autre manière dont les Porteurs de titre veulent bien ſe contenter.

Votre exemple, Meſſieurs, ſera ſuivi de toutes les villes du Royaume; vous pouvez-même les y inviter; elles s'empreſſeront de témoigner leur dévouement au bien Public, en demandant à l'Aſſemblée de les ſaiſir de l'Adminiſtration de leurs finances, en lui expoſant l'urgente néceſſité d'un changement prompt & total du Régime ancien. En attendant elles demanderont un mode proviſoire d'Adminiſtration, qui, en faiſant ceſſer toutes les défiances, toutes les craintes, lie toutes les parties de l'Empire & aſſure la Liberté & les moyens de la conſolider, par la continuation & la perfection de la Conſtitution, dont un mode per-

manent d'Adminiſtration des Finances doit faire partie.

Demandez ſur-tout, Meſſieurs, à l'Aſſemblée, que ce mode d'Adminiſtration ôte aux Miniſtres la faculté de faire des revenus publics des moyens de corruption envers les Députés de la Nation. N'oubliez pas ſur-tout que lorſqu'on ſera payé des dépenſes & des fournitures pour l'Etat ſur les lieux où elles ſe feront, il ne faudra pas en ſurhauſſer le prix pour alimenter, comme ſous l'ancien Régime, l'inſatiable avidité de tous les Agens du Gouvernement; qu'il ne faudra plus deſcendre juſqu'au dernier degré d'aviliſſement & de baſſeſſe pour en être diſtingué par des marques de confiance.

Demandez à l'Aſſemblée qu'elle ordonne ſans délai à tous les Agens de l'ancienne Adminiſtration des Finances, de travailler, toute autre affaire ceſſante, à la liquidation & à la reddition de leurs comptes; demandez-lui qu'elle les rende publics, afin d'augmenter de plus en plus

l'averſion pour l'ancien Régime, & d'en former, dans l'opinion publique, le boulevard de la Liberté. N'oubliez pas la ſuppreſſion générale de toutes les Compagnies, notamment des Compagnies de Finances, & ſur-tout celle de la Caiſſe d'Eſcompte. C'eſt le plus ſûr moyen d'énerver le Deſpotiſme, de le priver des ſecours qu'il trouve toujours dans cette réunion d'hommes ligués pour le malheur des humains. C'eſt l'unique moyen de détruire le ſcandaleux brigandage dont toutes les Compagnies ſont & ne ſeront jamais que les foyers, quoiqu'en puiſſent dire leurs défenſeurs, quelques ſophiſmes qu'ils imaginent pour le pallier; & quoiqu'ils inventent pour en cacher la forme, pour en dérober la marche dans un Dédale tenébreux.

C'eſt ainſi, Meſſieurs, que vous vous montrerez Patriotes. En tournant particulièrement l'attention de l'Aſſemblée, ſur l'objet qui, dans ce moment, importe le plus à ſa gloire, au raffermiſſement de la

Liberté, à la paix intérieure, au reſpect du dehors, & au bonheur de la Nation, vous accomplirez la Révolution.

Si vous perdez votre temps à délibérer, ſi vous ne vous hâtez pas, le Deſpotiſme Miniſtériel, encore vivant, & qui ne repoſe jamais, mettra le trouble & la diviſion dans votre ſein, & vous ſuſcitera des difficultés inſurmontables, pour retarder & empêcher l'effet de votre Députation ou pour la rendre nulle. Peut-être pendant ce temps il ourdira ſourdement une trame pour diſſoudre l'Aſſemblée, & fera égorger les plus fermes ſoutiens de l'Etat & de la Liberté; peut-être les jours même de notre Roi, de ce Monarque ſi juſtement chéri, de ce Roi l'honnête homme par excellence, ne ſeront reſpectés que tout le temps que les fauteurs du Deſpotiſme jugeront ſa vie néceſſaire à l'exécution de leurs perfides deſſeins.

C'eſt donc, Meſſieurs, dans la circonſtance critique où l'Etat ſe trouve réduit

que vous devez, par votre énergie & votre Patriotiſme, éveiller la Nation ſur le plus grand danger qu'elle ait encore couru, en faiſant auprès de l'Aſſemblée Nationale une démarche qui, bientôt répétée par toutes les villes animées d'un Patriotiſme éclairé, donnera cette première impulſion qui détermine les élans du courage, & délivrera nos Repréſentans de l'aſſerviſſement où les tient l'Ariſtocratie Financière, liguée avec tous les ennemis de la Conſtitution, aſſerviſſement que vous voyez croître chaque jour par les opérations même qui en réſultent. Alors ſeulement l'Aſſemblée ſe relèvera avec éclat par votre appui, & conſolidera la Liberté & votre bonheur par la meilleure Conſtitution qui ait jamais exiſté.

Je ſuis avec reſpect,

MESSIEURS,

Votre très-humble & très-obéiſſant ſerviteur,

J^N. LAPORTE.

Paris, le 15 Mai 1790.

P. S. Depuis l'impreſſion des premières feuilles de cette Lettre on a fait vendre l'argent à la rue Vivienne à un pour cent de moins, c'eſt-à-dire que les futurs Aſſignats ne perdent, par l'entremiſe des Billets de Caiſſe, que trois pour cent pour être échangés contre de l'argent, & quatre pour cent pour l'être contre de l'or ; cela peut cauſer quelque étonnement à ceux qui ſavent très-bien qu'il eſt de l'eſſence d'un Papier-Monnoie, quelle que ſoit ſa nature, de perdre juſques à ce que l'on n'en veuille plus à aucun prix. La moindre réflexion leur démontrera que cette diminution de perte n'étant pas produite par la nature de la choſe, ne peut que nous en préparer de plus conſidérables : en effet, il eſt bien dans l'intérêt de la Ligue Miniſtérielle de faire par toutes les manœuvres poſſibles, circuler ce Papier pour atteindre plus promptement & plus ſûrement ſon but ; il eſt même naturel de penſer qu'elle peut avoir fait quelques ſacrifices dans ce deſſein. Nous mettrons au rang de ces manœuvres la Caiſſe patriotique établie à Bordeaux pour retirer les Aſſignats de deux & de trois cens livres, après que les Agioteurs & les Papiers publics de la capitale en ont eu donné l'idée, en annonçant la choſe faite avant qu'on y eût penſé, ce qui démontre que le projet de ſon établiſſement eſt de la bonne fabrique. L'attention qu'on a de faire écrire à *la Société des Amis de la Conſtitution de Paris*, le prompt ſuccès de la circulation du Papier de Caiſſe repréſentatif des Aſſignats dans les Provinces, de lui cacher qu'il a fallu des ſentences des Conſuls pour obliger quelques perſonnes à les recevoir, de lui témoigner au contraire le plus grand deſir d'une nouvelle création de quelque centaine de millions d'Aſſignats forcés, n'eſt que la ſuite des projets de ceux qui vouloient, lorſqu'on décréta les quatre cens

millions, qu'on en décrétât douze cens. L'aveugle Patriotiſme des Souſcripteurs des Caiſſes Patriotiques ſera ce qu'étoit l'Eſprlt religieux de ceux qui s'embarquèrent pour la Terre-Sainte lors des Croiſades, & le Patriotiſme tant vanté des inſtigateurs de ces établiſſemens, & de ceux qui demanderont une nouvelle création de Papier-Monnoie, ce qu'étoit la religion de ceux qui prêchoient les Croiſades & attendoient en paix ſur leurs foyers le moment d'envahir le bien des Croiſés. Le comble de l'infortune ſeroit qu'en même temps nous nous oubliaſſions nous-mêmes, au point de nous occuper des querelles de nos voiſins & des Colonies, & de vouloir maintenir les liens fédératifs formés par les Miniſtres de toutes les Cours de l'Europe, pour s'aſſervir les peuples ſous le nom de leurs Souverains.
